

# QUOI DE NEUF

Le journal des adhérent·e·s d'Île-de-France

SGEN  
Cfdt:



# Liberté

Je suis prof.

Le plus beau  
métier du  
monde ?

A notre collègue,  
Mort d'enseigner la  
liberté au pays de  
Voltaire et d'Hugo.



### **Directeur de la publication**

Philippe Antoine

### **Rédacteur en chef**

Philippe Antoine

### **Maquette**

Rémi Roudeau

### **Comité de rédaction**

Vincent Albaud

Jean-Pierre Baills

Xavier Boutrelle

Évelyne Clavier

Christian Jolivet

Aude Paul

Rémi Roudeau

Florent Ternisien

### **Impression**

Société Jouve - CS 70004

11 boulevard Sébastopol

75036 Paris cedex 01

### **ISSN**

1953-6712

### **CPPAP**

1121 S 08060

### **Sgen-CFDT Académie de Versailles**

23 place de l'Iris

92400 Courbevoie

versailles@sgen.cfdt.fr

*Imprimé sur papier recyclé  
avec des encres végétales*

### **Photographies :**

*Philippe Antoine - octobre 2020 -  
en pages 4, 6-7, 9 et 12.*

## **CONTACTS**

### **Confédération**

URI CFDT ILE DE FRANCE

78 Rue de Crimée

75019 PARIS

01 42 03 89 00

contact@iledefrance.cfdt.fr

### **Fédération**

FEDERATION DES SYNDICATS GENERAUX  
DE L'EDUCATION NATIONALE

47 Avenue Simon Bolivar

75950 PARIS CEDEX 19

01 56 41 51 00

sgen@cfdt.fr

### **Syndicats**

#### **Recherche EPST**

contact@epst-sgen-cfdt.org

#### **Administration centrale**

administration-centrale@sgen.cfdt.fr

#### **Académie de Créteil**

11/13 rue des Archives

94010 CRÉTEIL cedex

01 43 99 58 39

creteil@sgen.cfdt.fr

Antenne 77 (Melun) · 01 64 64 00 22

77@sgen.cfdt.fr

Antenne 93 (Bobigny) · 01 48 96 35 07

93@sgen.cfdt.fr

Antenne 94 (Créteil) · 01 43 99 12 40

94@sgen.cfdt.fr

#### **Académie de Paris**

7/9 rue E. Dehaynin

75019 PARIS

01 42 03 88 86

paris@sgen.cfdt.fr

#### **Académie de Versailles**

23 place de l'Iris

92400 COURBEVOIE-La Défense

01 40 90 43 31

versailles@sgen.cfdt.fr

Antenne 78 (Trappes) · 01 30 50 89 82

78@sgen.cfdt.fr

Antenne 91 (Évry) · 01 60 78 37 34

91@sgen.cfdt.fr

Antenne 92 (La Défense) · 01 40 90 90 88

92@sgen.cfdt.fr

Antenne 95 (Cergy) · 01 30 32 67 55

95@sgen.cfdt.fr

# ED!TO

IL S'AGIT D'EN PARLER

p 4

L'ENSEIGNEMENT ET LA LAÏCITÉ  
NE SONT PAS DES SPORTS DE COMBAT

p 5

APRÈS CONFLANS-SAINTE-HONORINE

p 6

TRAVAILLER SUR LES CARICATURES  
EN CLASSE

p 8

RECRÉER DES LIENS

p 9

PAFIENCE

p 10

## Liberté d'en parler

Le vendredi 16 octobre 2020, Samuel Paty, enseignant, est mort sauvagement assassiné devant le collège du Bois d'Aulne, pour avoir exercé son métier. Ces mots seuls nous glacent d'effroi, comme le dit Florent Ternisien dans ce numéro. Ces mots, il faut les peser, essayer de les digérer, prendre le temps d'en faire quelque chose. Ou bien disons : nous n'avons pas de mots pour dire ce qui est arrivé et décrire ce traumatisme-là, ni pour en sonder les conséquences.

Et c'est bien pourquoi il s'agit d'en parler, de reconnaître le traumatisme, nous donner du temps et pouvoir l'évoquer sur nos lieux de travail. Pour l'ensemble des agents de l'académie de Versailles bien sûr, particulièrement pour les collègues qui sont en proximité de Conflans-Sainte-Honorine et qui sont toujours en souffrance, mais aussi bien au-delà en Île-de-France.

Agents ou usagers de l'école, nous souhaitons qu'elle soit un sanctuaire préservé des influences néfastes de l'extérieur, mais nous savons aussi que la violence du monde parvient toujours à se frayer un chemin vers nos établissements, et que nous pouvons en être la cible en tant qu'agent public.

L'hommage national du 2 novembre (avec ses revirements, ses ratés et ses contraintes liées à la pandémie) ne suffira pas : « il y a forcément des leçons à tirer pour la suite », nous dit Fanny qui enseigne à Cergy, à quelques kilomètres de Conflans...

L'institution de son côté vient de rendre publique une enquête de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGÉSR). Si elle a le mérite de restituer les faits, en ressort l'impression d'un satisfecit accordé à l'administration tout en mettant en cause le comportement de certain·e·s enseignant·e·s. Ce qui n'est pas admissible. Le drame de Conflans est né, entre autres choses, d'un cocktail explosif entre des problématiques scolaires (avec notamment les relations profs-élèves) et des tensions sociales, à commencer par le rôle pervers des réseaux sociaux.

L'école ne peut supporter la mission de résoudre tous les problèmes de la société : **il s'agit d'imaginer une réponse qui associe l'ensemble des politiques publiques.** Ni la crainte ni l'attente ne doivent nous paralyser. Malgré les difficultés, des initiatives émergent ou se poursuivent, collectives ou individuelles, pour se confronter à ces difficultés.

Ce numéro a pour ambition de nous aider à témoigner, à poser quelques questions, voire à esquisser des pistes ou à tenter de formuler, pour nous-mêmes comme pour les autorités académiques comme on dit, des exigences qu'il s'agit de rendre visibles pour les enseignant·e·s, pour tous les agents et pour les parents d'élèves qui doivent évidemment être les bienvenus à l'école. **Pour demain et en hommage à Samuel Paty.**

Nous souhaitons remercier toutes celles et tous ceux qui se sont risqués à l'exercice de ce *numéro 53*, exercice délicat d'envisager la suite, de dessiner des possibles, d'en reparler pour construire quelque chose en hommage à notre collègue. Mais aussi bien sûr parce que « vivre ensemble en république s'apprend à l'école publique, gratuite, laïque et nulle part ailleurs », écrivait un manifestant le dimanche 18 octobre 2020.

**Philippe Antoine,  
Vincent Soulage**

# IL S'AGIT D'EN PARLER

**Fanny Brune est professeure d'histoire-géographie en lycée à Cergy-Pontoise. Témoignage.**



## Comment as-tu réagi à l'assassinat de Samuel Paty le 16 octobre dernier ?

Pour moi il y a eu un tournant, cela s'est passé à 10 km de mon lieu de travail, et je suis prof d'Histoire-Géo et d'EMC (éducation morale et civique), j'ai donc été en totale empathie. Ça aurait pu être moi, j'avais réalisé moi-même le 1<sup>er</sup> octobre une séance sur les 50 ans de Charlie avec une classe de seconde. Ce fut la sidération à l'annonce de l'attentat, je n'ai pas pu participer à l'émotion nationale, j'ai eu l'impression de fuir en congés en Bourgogne. Je n'ai fait que penser à cela, j'ai pleuré, écrit, lu des articles, j'ai été en deuil et je n'ai rien fait d'autre. Comme si j'avais perdu un collègue proche. J'ai également posté sur les réseaux sociaux pour partager des lectures, mettre des mots à ce qui arrivait et préparer la suite.

## Avoir du temps pour en parler sur son lieu de travail.

### Peux-tu évoquer l'hommage du 2 novembre ?

Le 2 novembre s'est bien passé parce que nous étions une quinzaine de collègues en grève dès 8h30 pour pouvoir nous retrouver et discuter sur notre lieu de travail : la moindre des choses non ? Juste avoir du temps pour en parler sur son lieu de travail avant de reprendre les cours. Donc cela s'est passé, le 2 novembre, mais il va falloir en reparler.

Nous avons pu organiser collectivement la minute de silence, nous souhaitons au moins deux collègues par groupe d'élèves, ces moments solennels ne sont pas toujours faciles à gérer avec des adolescents, mais finalement nous nous sommes tous retrouvés ensemble dehors à 11h pour lire cette Lettre de Jean Jaurès. Le silence s'est installé au fur et à mesure de la lecture : c'était un moment nécessaire.

### Quel est l'état d'esprit dans la zone de Conflans ?

Je suis stupéfaite par notre capacité de résilience : on arrive à continuer comme si de rien n'était...

J'ai été la seule à m'exprimer sur ce sujet pendant les congés de la Toussaint auprès des collègues en sollicitant la proviseuse du lycée. Une collègue m'a dit : « ton mot, ça m'a fait réfléchir... » C'est fou, un collègue est décapité à quelques kilomètres... alors oui, il y a un vrai besoin d'ouvrir les yeux des collègues : c'est de ne plus en parler qui serait une erreur.

Et puis il y a des peurs qui s'installent, des collègues qui ont peur dans ce secteur, y compris pour rentrer chez soi le soir, j'ai eu ce retour par exemple à propos d'un collège à Beaumont. Pour ma part, je n'ai pu reprendre les séquences d'éducation citoyenne que cette semaine (23 novembre), avant je n'aurai pas pu. On a commencé par une séance en co-enseignement en terminale avec une collègue professeure principale qui souhaitait qu'on le fasse ensemble. Cela m'a aidée pour continuer par la suite dans d'autres classes. Un élève m'a dit : « on devrait faire de l'EMC plus souvent »... La séance était très cadrée et j'ai pu parler de mon émotion, ils m'ont parlé de la leur, avec quelques retours de familles musulmanes par exemple qui se sentent mal à l'aise et à nouveau stigmatisées. Faut-il en parler ? Il faut dépasser les peurs. À ce titre une vidéo de Jamel Debbouze sur l'après Charlie permet de mettre le drame récent à distance tout en retrouvant ces problématiques. Mais si jamais on déborde dans un débat qu'on ne voit pas venir, on en sort très mal parce qu'on est à fleur de peau.

### Comment vois-tu la suite ?

Je n'ai pas arrêté de repenser aux quinze derniers jours de Samuel Paty : on n'en parle pas assez. Je me pose la question de la protection des enseignants et de la solidarité : si cela doit arriver à nouveau, serons-nous solidaires ? Quelles garanties pour qu'un collègue ne se retrouve pas seul ?

Il est important de ne pas passer tout de suite à autre chose. Et de continuer à se parler. Comment faire face au rejet des agents publics ? À la violence qui circule dans la société ? En prenant en compte que les élèves aussi sont du côté des victimes. Il y a eu le 2 novembre. Très bien. Mais ça ne suffit pas. Il y a forcément des leçons à tirer pour la suite.

# L'ENSEIGNEMENT ET LA LAÏCITÉ NE SONT PAS DES SPORTS DE COMBAT

***Un enseignant est mort assassiné pour avoir exercé son métier. Ces mots seuls nous glacent d'effroi. Ces mots seuls disent la gravité du moment.***

Ces mots seuls dev(r)aient nous conduire à prendre le temps de l'hommage. Mais aussi celui de la réflexion. Le terrorisme a pour but de troubler la société, de générer la plus grande émotion possible, afin d'influer sur nos politiques publiques, et de faire émerger les tensions et la stigmatisation sur lesquels il prospère.

## **Faire de nos métiers, et surtout de nos élèves, un portrait plus fidèle.**

Les rhétoriques guerrières, les grandes déclarations sur fond de « défense », « combat », « lutte » sont ainsi de nature à le renforcer. Et lorsqu'on dit qu'il ne faut rien céder au terrorisme, cela ne signifie pas qu'il faut multiplier les démonstrations de force vaines et aveugles. Mais bien qu'il ne faut rien céder de ce que nous sommes.

Si nous renonçons à nos principes, alors le terroriste atteint le but recherché. Et la douleur du drame se double de celle du reniement. Mais cette leçon est bien dure à retenir et cela semble encore plus difficile aujourd'hui qu'il y a 5 ans. Il a donc fallu supporter les surenchères, les accusations, les règlements de compte sur fond de laïcité mal comprise. Quelle tristesse.

Il nous faut aussi supporter toutes celles et ceux qui cherchent à faire d'un drame terrible une généralité. Et voilà que nos métiers, nos élèves, nos établissements,

nos territoires, tout est re-peint du noir le plus sombre. Là où nos réalités sont plutôt une liste infinie de nuances de gris et parfois même de couleurs chamarrées. Charge à nous, professionnels de l'éducation, de remettre la main sur la palette pour faire de nos métiers, et surtout de nos élèves, un portrait plus fidèle.

La mission qui est confiée aux enseignant·e·s est à la fois cruciale et délicate. Elles et ils ne peuvent la remplir seul·e·s, c'est certain. Elles et ils sont parfois laissé·e·s trop seul·e·s pour la remplir, c'est aussi certain. Mais partout les enseignant·e·s et les autres personnels de l'Éducation nationale s'y attellent. Et si c'est parfois

compliqué, c'est aussi souvent, très souvent, enrichissant, passionnant, vivifiant. On aimerait tant entendre parler de cela aussi. Entendre parler davantage de tou·te·s nos élèves, tel·le·s que nous avons la chance de les voir. Entendre parler de la laïcité pour ce qu'elle est : un principe essentiel qui doit permettre de faire vivre les valeurs qui nous sont chères, notamment la liberté de conscience.

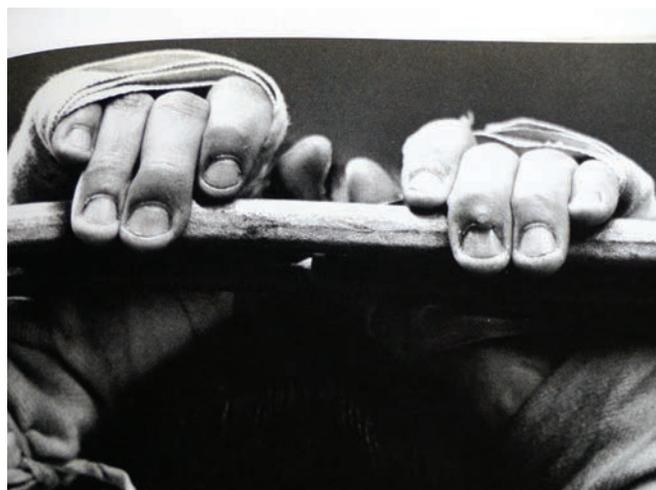
Mais qu'importe, ce n'est pas à l'ordre du jour. La République est en danger. L'heure est venue du combat. Alors on prévoit de nous armer de lois, de décrets, d'affiches et de diaporamas peut-être. Et on planifie les grandes batailles : ce sera « le jour de... », « la semaine du ... », « le mois de la ... ».

Pourtant les enseignant·e·s ne sont pas des hérauts. Pas plus que des hussards noirs. Dans son ouvrage *Que faire des cons, pour ne pas en devenir un soi-même ?*, Maxime Rovère écrit ceci, qui résonne bien étrangement aujourd'hui : « Je vous vois hésiter...

Ne devons-nous pas défendre nos valeurs ? Je vous réponds : si vous tenez à vos valeurs, ne les défendez surtout pas ! Ce n'est pas en les brandissant comme des impératifs que vous parviendrez à les diffuser et à faire reculer la connerie. Car ce ne sont pas vos valeurs qui vous distinguent, ce sont vos rapports [aux autres] et la qualité de vos rapports. Vos valeurs, en tant qu'elles expriment votre attachement à certains types de rapports, ont évidemment toute ma sympathie. Mais elles se condamnent à la contre-performance dans la mesure exacte où vous les affirmez de manière inconditionnelle [...] Soignez vos interactions et vos valeurs suivront ».

Ainsi on ne défend pas des valeurs. On les fait vivre, on les incarne, pour se donner une chance de les partager. L'enseignement, et particulièrement celui de la laïcité, n'est pas un sport de combat.

**Florent Ternisien  
d'Ouille**



# APRÈS CONFLANS-SAINTE-HONORINE

***L'assassinat de Samuel Paty le 16 octobre dernier a produit un traumatisme national, l'école a été frappée au cœur. Retour sur le drame de Conflans-Sainte-Honorine et perspectives.***

***Avec Claire Bonhomme, secrétaire générale du Sgen de l'académie de Versailles, Laurent Kaufmann, principal de collège à Montreuil (93) et correspondant académique Sgen-CFDT des personnels de direction et Diego Melchior, secrétaire général de la CFDT Île-de-France.***

**Comment avez-vous réagi ? La réponse de l'institution est-elle à la hauteur ?**

**LK :** Je réponds en tant que citoyen et personnel de direction mais aussi avec une expérience sur le sujet car en 2012 à Toulouse et en 2015 à Paris nous avons déjà été meurtris. J'ai d'abord été hébété pendant plusieurs heures. Avec les

congés de la Toussaint, nous avons géré notre sidération chacun séparément puis il a fallu préparer la rentrée du 2 novembre. J'ai la chance de travailler avec un collectif très soudé et nous avons pu échanger. Mais une urgence chasse l'autre : le protocole sanitaire a finalement modifié la manière de gérer le drame. Nous avons banalisé deux demi-journées pour traiter le protocole et l'hommage à Samuel Paty. J'ai un vrai regret institutionnel : s'il était tout à fait compréhensible que les raisons de sécurité l'emportent du fait de l'attentat de Nice, il est dommage que les choses n'aient pas été dites par le ministère, comme si on n'était pas capable de le comprendre. Ces silences, dans une situation anxiogène, renforcent la souffrance des équipes.

**CB :** Il y a eu ce décalage entre le drame et le retour dans les établissements après les congés. C'était aussi une chance de pouvoir construire quelque chose collectivement et puis il y a eu volte-face dans l'organisation de l'hommage avec des directives qui arrivent le vendredi pour le lundi, comme c'est trop fréquent à l'Éducation nationale (EN).

Ces événements me touchent particulièrement : je suis professeure d'histoire-géographie et ce cours de Samuel Paty renvoie à des objets d'enseignement qui sont les miens. J'ai été face à mes émotions un peu plus tard en tant qu'enseignante car très vite, j'ai dû prendre ma casquette de secrétaire de syndicat, nous avons une réunion au ministère le samedi 17 octobre. Comment gérer cette crise ?



Comment se prémunir de tout risque de récupération ? Il fallait répondre aux questions. Sur la réponse de l'EN, il y a eu du dialogue et l'intention de bien rendre un hommage. C'est sur le terrain que les équipes ont vraiment été à la hauteur. Pour que ce temps soit intelligent et intelligible : la lettre de Jaurès n'était pas immédiatement accessible pour tous les élèves par exemple.

**DM :** J'ai été horrifié à double titre. D'abord, je suis fils d'enseignants et je n'ose même pas imaginer le drame pour les enfants le soir où ils ont appris l'assassinat. Samuel Paty ne faisait que son travail de professeur ; en République, aucune fonctionnaire ne devrait mourir dans l'exercice de ses fonctions. Ensuite, s'est imposée la réaction du syndicaliste avec la participation de la CFDT Île-de-France au rassemblement du dimanche 18 octobre, place de la République à l'appel de SOS Racisme et de la fédération SGEN-CFDT. Cet attentat a frappé bien au-delà de la communauté éducative : **c'est l'ensemble de la communauté de valeurs qui a été attaquée.** Liberté d'expression, laïcité, relation avec les parents d'élèves. Comment aborder ces questions dans nos territoires ?

**LK :** Il faut continuer de faire notre travail car il gêne le projet politique du fanatisme. Mais on le fait dans des conditions très dégradées et dans une société où l'on peut agiter des menaces sans être inquiété. La violence est quotidienne : je travaille depuis 12 ans dans un territoire difficile où j'ai connu des morts d'élèves aux abords des établissements. Un projet de société est à redéfinir. Pourquoi un tel manque de psychologues dans les écoles ? Nous accueillons des enfants en grande difficulté psychologique et sociale, les urgences sanitaires ne sont plus traitées dans certains territoires. L'école doit permettre aux jeunes de devenir des citoyens libres qui savent prendre soin de leur santé.

Les réseaux sociaux sont aussi une vraie question, les jeunes y passent des heures mais ils mélangent tout. Nous allons continuer à mettre en place un Parcours citoyen. Enfin, les établissements scolaires sont inscrits dans un tissu local. On doit aller au contact des associations, avec un dialogue et des projets éducatifs communs. Cela passe aussi par une formation initiale et continue des agents de meilleure qualité pour comprendre ces enjeux.

---

## Aller au contact des associations, avec un dialogue et des projets éducatifs communs.

---

**CB :** Je suis très sensible à ce que tu dis concernant la santé mentale. L'absence de mots pour dire ce qu'on ressent peut aussi mener à la violence. Il y a une porosité entre la société et l'école, des choses se passent dans les établissements qui se prolongent sur les réseaux sociaux, et inversement. L'École peut apporter des réponses mais il faut lui donner du temps et des moyens, ne pas avoir une approche trop quantitative des programmes. Du temps par exemple pour la connaissance des religions, dans leur articulation avec les sociétés. Expliquer comment on cherche l'information, c'est un apprentissage transversal qui demande du temps. Il ne



faut pas diaboliser la jeunesse et il est important de travailler avec les partenaires de l'école. Il faut entendre ce que les parents d'élèves ont à dire.

**DM :** Je suis d'accord. L'apprentissage du vivre ensemble se fait aussi dans les familles. Pendant longtemps, on a pensé qu'il n'était pas nécessaire d'associer les usagers des services publics tels que les parents d'élèves à l'école ou les patients à l'hôpital. La CFDT porte donc aussi une certaine vision de l'usager de l'école et plus généralement des services aux publics. Les parents d'élèves pourraient participer davantage à la vie des établissements, mais il faut les aider à en comprendre les rouages. L'école doit être pensée dans son territoire en lien avec l'aménagement urbain, l'accès au logement, la lutte contre les inégalités. Le tissu associatif joue donc aussi un rôle important. Lutter contre les obscurantismes passe par un investissement réel dans les quartiers où la République a reculé et donc dans les services publics de l'État et des collectivités territoriales, les associations de proximité.

### Comment envisager le vivre ensemble pour demain ?

**DM :** Je crois d'abord qu'il faut respecter les gens qui font leur travail, enseignant.e.s comme personnels des collectivités locales dans les établissements. Les employeurs publics devraient notamment faire preuve de reconnaissance, accorder plus de place au dialogue social et associer les agents aux prises de décisions qui les concernent directement.

**CB :** Je ne crois pas trop au catéchisme républicain, il faut éviter ce qui est trop descendant. Incarner des valeurs, c'est le rôle des personnels d'éducation mais aussi de nos responsables politiques et associatifs : or ce n'est pas toujours le cas, il y a des paroles dont il faudrait se dispenser.

**LK :** Il faut des espaces où les parents se sentent les bienvenus. L'institution scolaire doit progresser. Le refus du dialogue est pire que de constater un dissensus. Il faut tenir des propos responsables dans les moments importants et reconstruire le tissu social, faire en sorte que les familles ne se sentent pas exclues. Enfin il est urgent de ralentir. À l'échelle de mon établissement, la digue a tenu parce qu'on a pris du temps. Il faut bien s'occuper des adultes pour qu'ils s'occupent bien des élèves.

# TRAVAILLER SUR LES CARICATURES EN CLASSE

**La caricature, un mode de représentation et d'expression qui suppose des décryptages divers. Des ressources départementales de l'Essonne à l'international : petit tour d'horizon.**

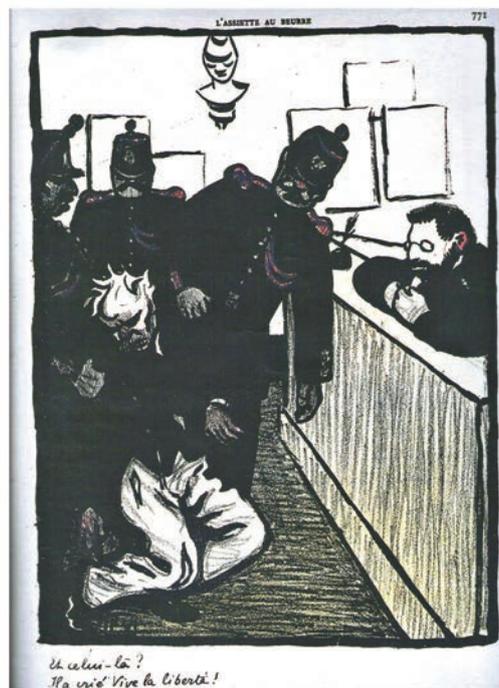
Le comité de rédaction du bulletin Essonne Retraités-CFDT a donné la parole à celles et ceux qui ont été acteurs de l'enseignement, en leur demandant si le drame de Conflans les avait renvoyés à certains moments de leur vie professionnelle. « On s'attaque à un enseignant qui essayait de remplir la mission d'éducation et de formation à l'esprit critique, à la tolérance et au respect de l'autre, comme j'ai essayé de le faire tout au long de ma carrière avec d'autres, en particulier du Sgen-CFDT » écrit Anne-Marie Vaillé.

## Déformer, parodier, ridiculiser, dénoncer...

Michèle Roudeau, elle, repense à une ancienne élève croisée dans les allées du centre commercial, lui disant que la phrase d'introduction dont elle se servait souvent l'avait marquée et accompagnée : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites mais je me battrais pour que vous puissiez le dire ». En 2015, après l'attaque de Charlie Hebdo, le conseil général de l'Essonne avait sollicité les archives départementales et son service éducatif dont j'ai été professeure relais et avec qui je collabore toujours, pour

la réalisation pour les collèges d'un outil pédagogique sur la caricature. Comme l'ensemble des enseignant·e·s d'histoire-géographie, j'ai travaillé avec mes élèves sur des caricatures. J'avais découvert que Nadar, connu comme photographe et qui a vécu à Draveil, avait aussi pratiqué l'art de la caricature et avait été engagé en mai 1849 par Charles Philippon, le créateur en 1831 du journal *La Caricature*, où furent publiées les célèbres caricatures de Louis-Philippe « La Poire ». J'avais participé aux initiatives des archives pour le centenaire de la loi de 1905. Aujourd'hui, certains affirment que cette loi fut une loi de pacification : une vision rétrospective qui sous-estime les vifs affrontements entre l'église catholique et les partisans de la séparation des églises et de l'État qui ont alors donné lieu à des caricatures dans les deux camps, et pas seulement chez les anticléricaux !

À la lecture de plusieurs articles dénigrant la caricature de Mahomet par Coco, publiée en 2012, celle qui aurait motivé la plainte du père de l'élève, j'ai essayé d'en savoir plus et j'ai découvert une fiche de décryptage sur le site de l'association fondée par Charlie Hebdo et SOS Racisme après l'attentat de janvier 2015. « Dessin polémique, la caricature ne cherche pas toujours à déclencher le rire, mais elle déforme, parodie, ridiculise, dénonce une situation ou une personne. Ses trois fonctions



Félix Vallotton, *Et celui-là ? Il a crié Vive la liberté*, lithographie, 1902

principales sont : exagérer, défigurer, accuser», nous rappelle le site du Clémi. On peut aussi visiter le site, qui figure dans les ressources du Clémi, tout comme celui de *Cartooning for peace* du réseau international de dessinateurs de presse engagés qui combattent, avec humour, pour le respect des cultures et des libertés, né en 2006 à la suite des réactions sanglantes à la publication des caricatures de Mahomet dans un journal danois. Aborder une caricature avec les élèves passe, chacun le sait, par la description (dessin mais aussi titre et/ou paroles), puis par l'analyse du contexte, et enfin par l'interprétation. C'est ce que fait la fiche de décryptage, et ce qui est également

présenté dans les deux pages du *Papyvore*, journal des archives de l'Essonne en 2015 : *Histoire et caricature, l'exemple de mai 68*, accessible en ligne.

**Odile Nave**

### Liens utiles

vers l'association fondée par Charlie Hebdo et SOS Racisme : <https://dessinezcreezliberte.com/>  
vers *Cartooning for peace* : <https://www.cartooningforpeace.org/presentation/>  
vers le Clémi : <https://www.clemi.fr/fr/liberte-expression/dessins-de-presse.html>  
vers les archives départementales de l'Essonne : [https://www.essonne.fr/fileadmin/4-culture\\_loisirs\\_tourisme/Archives\\_departementales\\_2009/pdfs/papyvores/BAT\\_papyvore42.pdf](https://www.essonne.fr/fileadmin/4-culture_loisirs_tourisme/Archives_departementales_2009/pdfs/papyvores/BAT_papyvore42.pdf)

# RECRÉER DES LIENS

**Joëlle Paris, représentante parents d'élève (FCPE) au CESER IDF, y préside la commission Éducation, formation, enseignement supérieur et recherche.**

**Propos recueillis par Philippe Antoine**

## **À l'annonce des détails du drame de Conflans j'ai immédiatement pensé aux relations de l'école avec les parents d'élèves : quel est ton regard ?**

Nous nous sommes sentis très solidaires des enseignant-e-s, nous avons été mortifié-e-s par ce qui s'est passé, tout le monde a envoyé un petit mot aux conseils d'administration des établissements, aux chefs d'établissement. Nous avons été très touchés, nous nous sommes mis à la place des parents des classes concernées, à la place des enseignant-e-s. J'ai réalisé dans un second temps que le lien de confiance risquait de se trouver fortement altéré, alors que notre place est en recul sensible dans les établissements et les instances, il y est difficile de trouver sa place, souvent par manque de concertation. Mais bien sûr il faut désormais envisager le côté réparateur, il faut se relever de cette onde de choc et recréer des liens dans la confiance. Nous vivons un choc, je perçois de l'autocensure, on marche sur des œufs, mais il y a un vrai besoin de co-éducation. La FCPE est constituée par et s'adresse à des parents de tous profils, y compris musulmans, et pour eux ce crime c'est une double peine.

## **Comment construire quelque chose ensemble ?**

Nous avons besoin de projets éducatifs communs, en effet. La FCPE 92, à laquelle je participe, hésitait sur un communiqué départemental, en complément du communiqué fédéral. Mais ne pas réagir est une réaction : le terrorisme veut nous replier. Il faut résister, aller vers plus de démocratie, garder à l'esprit la réponse du premier ministre norvégien au moment des attentats d'Oslo et d'Utøya en 2011 : plus de démocratie, pas moins. Engager plus d'ouverture, de mise en commun, mieux se connaître. Et rester vigilant sur l'usage des réseaux sociaux. Dans le secteur de Conflans,

c'est un traumatisme profond pour tout le monde, il y a un grand besoin d'accompagnement. Nous n'aurions jamais imaginé à ce point la dangerosité de l'emballement de la haine via les réseaux sociaux.

## **L'école sait-elle écouter ce que les parents ont à lui dire ?**

J'y reviens, nous recueillons la parole de parents et nous constatons une dégradation dans les relations : on est de moins en moins entendus ou sollicités par manque de temps, tout est mené à marche forcée avec de moins en moins de moyens humains. Et avec arrogance du côté du ministère. Sur le terrain, c'est très variable mais il y a une difficulté à faire passer des messages et à se faire entendre.

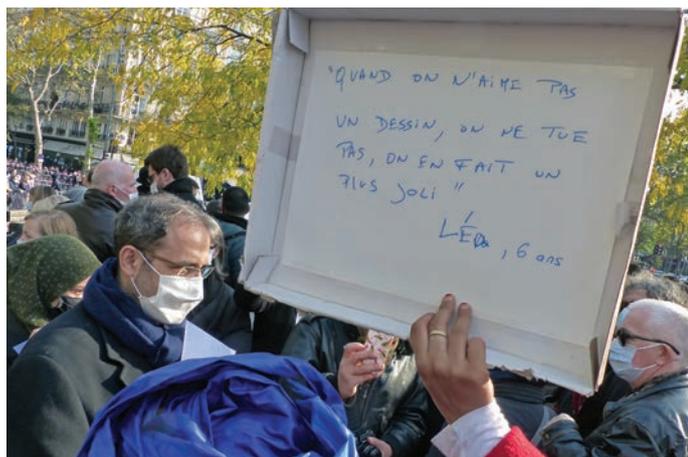
Avec le plan Vigipirate, les parents se sentent de moins en moins bienvenus, on ne peut plus rentrer spontanément dans les écoles, et il n'y a plus de sorties en région parisienne. Moins d'opportunités de rencontre pour les partenaires, hormis dans les instances et le cadre institutionnel, trop formels. Il y a comme un retranchement des établissements scolaires. Pratiquement aucun parent n'a mis les pieds dans les établissements depuis la rentrée, ce n'était jamais arrivé...

Des Espaces parents dans les écoles sont pourtant prévus par la loi de programmation pour la refondation (2013), pour construire des liens, mais cela reste méconnu, inutilisé. La FCPE est la première fédération en terme d'adhésions mais c'est au niveau de la répartition territoriale qu'il y a un combat à mener, dans les zones d'éducation prioritaire par exemple, pour couvrir les territoires.

## **Ne pas se replier.**

### **Encore un mot ?**

Le tueur a tout juste 18 ans, c'est un jeune migrant arrivé en France avec sa famille. La FCPE est co-fondatrice du Réseau éducation sans frontières (RESF), nous accompagnons des familles et des jeunes dans leurs parcours de régularisation : je pense aux traumatismes des parcours de migration, à la dégradation de l'accueil et des conditions de vie en France, aux expulsions, tout cela est bouleversant.



**Un récent article d'Étienne Hatt dans le magazine Artpress relatait la censure d'une œuvre d'Erik Kessels, initialement validée puis retirée du Breda Photo Festival aux Pays-Bas.**

**Échanges dans la classe préparatoire aux écoles d'art de Fontenay-sous-Bois.**

<https://www.bredaphoto.nl/destroy-my-face-erik-kessels/?lang=en>

Pas question de caricature lors de cet échange, mais de capacité à interpréter une œuvre, du temps nécessaire à la réflexion. Alain Berland, critique d'art et désormais programmateur culturel des Beaux-arts de Paris, parle de la peinture comme d'une image patiente, image qui ne se livre pas immédiatement, nécessitant une appréhension lente et pensée. Ces caractéristiques peuvent être associées à d'autres types d'œuvres de plasticiens dont le travail se met à l'écart des codes de communication publicitaires cherchant à véhiculer un message assimilable en un temps record.

« Celui qui n'apprend pas à déchiffrer les photographies sera l'analphabète du futur » énonçait Walter Benjamin. Ces paroles, confrontées au flux ininterrompu circulant sur la toile et les réseaux, prennent encore plus d'ampleur. L'œuvre censurée d'Erik Kessels intitulée *Destroy my face* est constituée de 60 tirages photographiques recouvrant les surfaces de glisse d'un skatepark. On imagine aisément les ravages à venir causés par les roues sur les images. Que représentent ces images ? Un premier regard semble nous informer qu'il s'agit de 60 visages de femmes. Et c'est bien au regard de cette appréhension initiale que les réseaux sociaux, notamment des voix féministes avec lesquelles mes pensées convergent très fréquemment, se sont enflammés poussant les organisateurs et l'artiste à retirer l'installation.

Il s'agit toutefois de pointer l'importance de l'apport des connaissances dans l'appréhension d'une

production plastique. Les différentes étapes ayant conduit à la création d'une œuvre participent à son sens. Les visages tirés ici par l'artiste sont factices puisque créés par un algorithme mélangeant 800 portraits d'hommes et de femmes confondus, ayant recouru à la chirurgie esthétique. Un regard plus attentif permet de constater à quel point ces figures se ressemblent. Bouche charnue, cils recourbés, nez régulier, cheveux longs : exacerbation de stéréotypes.

## Une image nécessite une appréhension lente et pensée.

Suite aux réactions, Kessels s'est excusé tout en précisant que son propos visait à partager une réflexion sur l'acceptation de soi et non pas, bien heureusement, à cautionner toute violence faite aux femmes. Il s'agit tout d'abord de comprendre pourquoi, alors que les 800 portraits mêlent les deux sexes, ces hybridations ne donnent naissance qu'à des figures féminines. Il est bien entendu question ici de proportions. Pourquoi tant de femmes ont-elles recours à la chirurgie esthétique ? Qui sont les destinataires de ces corps transformés ? S'agit-il d'image pour soi ou pour les autres ? N'est-il pas question ici de façon sous-jacente de la pression, consciente ou non, de l'homme sur l'image que la femme a d'elle-même ? Prolongement des réflexions actuelles sur le patriarcat, plus précisément sur son rejet. L'installation de Kessels permettrait donc un raisonnement bien plus féministe qu'entraperçu au premier regard.

En écho à ces questions, j'ai choisi de joindre ici le visuel d'une peinture jubilatoire de notre étudiante Margot Romero. Celle-ci donne à voir un plan serré sur un sexe d'homme qui sort du cadre par le bas. Pas d'érection ici. Les contours du pénis se poursuivent et se terminent donc au sol par l'utilisation de fil à broder. La broderie, activité associée à la femme sert ici une représentation libérée. Le titre 230 cm est une référence à la taille du sexe représenté puisque les mesures tiennent compte

de l'ajout de fil au sol. Regard amusé sur cette idiote habitude qu'ont parfois des hommes de comparer la taille de leur sexe comme symbole de puissance.

**Jean-Louis Fleury**

*Ci-contre :  
Margot ROMERO, huile  
sur toile, bois, fil de  
broderie,  
230 x 200 cm*



Ce journal est réalisé par des militant-es pour les adhérent-es d'Île-de-France. Retour sur la mobilisation du dimanche 18 octobre 2020, place de la République, suite au meurtre de notre collègue Samuel Paty le 16 octobre. Ne pas oublier, en parler.

## PHOTOREPORTAGE

